

Maintenir le financement prévu dans la politique *Protection, Sécurité, Engagement* : ce que la pandémie de COVID-19 signifie pour le financement de la Défense

par James A. Clarke

« Le risque de conflits entre les États, et notamment entre les grandes puissances, est plus élevé qu'il ne l'a jamais été depuis la fin de la guerre froide. [TCO] »

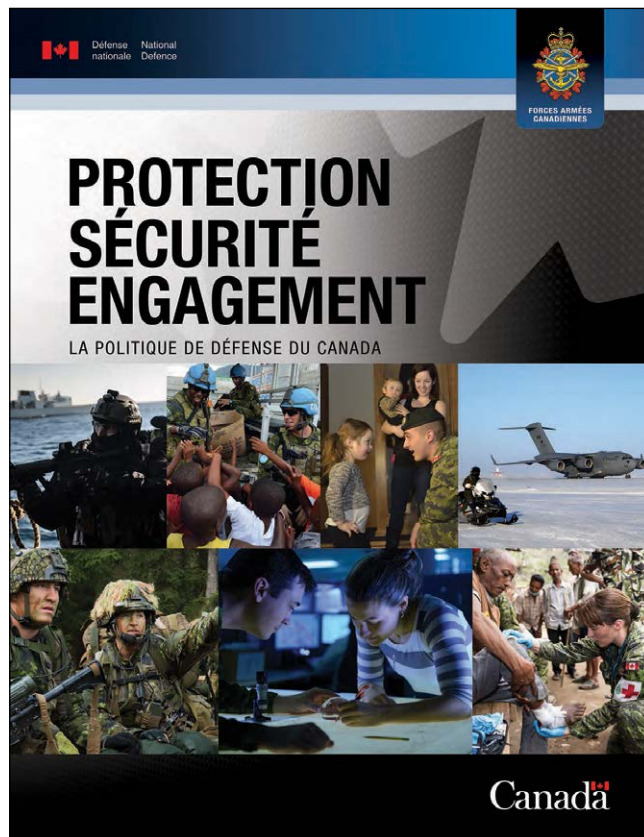
- Daniel R. Coats, Director of Naval Intelligence (E.-U.)

Introduction

Le gouvernement n'a pas d'obligation plus importante que celle d'assurer la sûreté et la sécurité du peuple canadien. Notre nouvelle vision stratégique de la défense réaffirme la priorité globale suivante des Forces armées canadiennes : défendre le Canada et protéger les Canadiens.

- Protection, Sécurité, Engagement : La politique de défense du Canada (p. 60)

La COVID-19 aura à jamais changé le monde. En fait, dans un article récent paru dans le site Web de la revue *The Economist*, l'auteur a défini très succinctement le défi financier qui se pose à l'humanité à long terme : « [...] les gouvernements distribuent des millions de chèques aux ménages et aux entreprises pour les aider à survivre aux confinements. Parallèlement, les usines, magasins et bureaux étant fermés, le montant des recettes fiscales est en chute libre. Longtemps après que les salles d'hôpital se seront vidées des patients souffrant de la COVID-19, les pays subiront encore les conséquences de la pandémie¹. [TCO] » L'article conclut en prédisant que pour les gouvernements à venir « arriver à équilibrer les budgets constituera, à ce que l'on peut voir, un défi majeur du monde de l'après-COVID – un défi que les milieux politiques d'aujourd'hui n'ont même pas encore commencé à relever² » [TCO]. La réalité de l'après-COVID sera sans doute le défi primordial du prochain gouvernement du Canada et, tant que dureront la pandémie et ses conséquences, celui des gouvernements ultérieurs. Tandis que nos gouvernements élaborent des plans budgétaires pour redresser l'économie, ils doivent résister à la tentation des « compressions faciles » du budget de la Défense, souvent perçu comme étant discrétionnaire; c'est là une approche qui a fonctionné pendant la crise de l'endettement des années 1990 et la crise financière de 2008, mais le monde a maintenant changé : nous ne pouvons plus espérer bénéficier des « dividendes de la paix », issus de l'après-guerre froide, ni compter sur un investissement disproportionné de la Défense américaine en faveur de la sécurité canadienne. Le Canada doit participer, et nous devons pouvoir apporter notre contribution dans un monde en redéfinition sur le plan de la puissance géopolitique, des aspirations qui remontent à la surface et reprennent de la vigueur, et des divergences d'idéologies. Un des plus grands défis des prochains gouvernements canadiens résidera dans la gestion de la dette (engendrée



Gouvernement du Canada/Défense nationale

par la COVID et par d'autres situations), des revenus et des dépenses, tout en stimulant la croissance économique et en préservant la qualité de vie à laquelle la population canadienne a l'habitude de s'attendre. Le tout pourrait bien signifier que nous vivons dans l'environnement mondial de sécurité le plus complexe jamais vu.

Dans ce court article, je soutiens que des investissements continus dans les programmes prévus par la politique *Protection, Sécurité, Engagement* et dans d'autres programmes nécessaires en matière de défense doivent demeurer au cœur de tout plan de redressement économique qu'envisagera le gouvernement après la COVID. Dans l'optique de l'environnement de sécurité contemporain, j'examine ici la forte corrélation existant entre la sécurité et la prospérité économique. Je montrerai aussi qu'un programme de stimulation économique peut répondre aux besoins du ministère de la Défense nationale, tout en produisant les retombées nécessaires pour favoriser une croissance économique continue, et enfin, que les investissements dans la défense réduiront les risques économiques pour le Canada à une époque caractérisée par l'intégration des infrastructures et des économies et par le partage des risques en matière de sécurité.



UPI/Alamy Stock Photo W0BD1J

M^{me} Chrystia Freeland, alors ministre des Affaires étrangères du Canada, rencontre M. Rex Tillerson, secrétaire d'État américain à la première séance de la réunion des ministres étrangers de 2018 consacrée à la sécurité et à la stabilité dans la péninsule coréenne, à Vancouver, le 16 janvier 2018.

de façon déterminante notre pays à exercer son influence positive dans le monde.

Il ne faut pas s'étonner que les bouleversements économiques accroissent les problèmes de sécurité. Dans la foulée de la crise financière de 2008, les milieux canadiens du renseignement ont organisé une série d'ateliers qui visaient à établir s'il existait une corrélation entre les perturbations économiques et les défis pour la sécurité internationale. En particulier, ils ont fait observer que « [I]es crises économiques peuvent entraîner des crises sur le plan de la sécurité parce qu'elles compromettent la sécurité économique des personnes et des classes sociales, bouleversent les rapports de force qui assurent la stabilité [régionale ou mondiale] ou provoquent une révolution idéologique contre le statu quo³ ». Quiconque dressera un plan de redressement après la pandémie de COVID devra se rappeler qu'un environnement de sécurité interna-

Certains feront peut-être valoir que, à l'instar de la crise de l'endettement des années 1990 ou de la crise financière mondiale de 2008, le budget de la défense demeure essentiellement discrétionnaire. Malheureusement, le retour à une période de concurrence entre les grandes puissances et l'hésitation grandissante des États-Unis à remplir le rôle (et à payer la facture qui s'y rapporte) de policier du monde ajoutent des risques à toute politique voulant que le Canada réduise son engagement largement annoncé en faveur d'une augmentation durable des budgets de la défense. Le Canada doit poursuivre ses efforts visant à revigorer son appareil de défense.

Un Canada constructif

La prospérité et la sécurité des Canadiens vont de pair. Aujourd'hui, tout ce qui se passe dans le monde nous touche, et nous souhaitons apporter des solutions aux problèmes complexes qui se posent à l'échelle internationale. Les Canadiens s'attendent donc, avec raison, à ce que notre gouvernement et notre pays y jouent un rôle positif et constructif.

- Chrystia Freeland (alors ministre des Affaires étrangères)

J'admets volontiers que mes propos reposent ici sur deux hypothèses. Tout d'abord, la déclaration ci-dessus est vraie, en particulier la partie disant que les Canadiens s'attendent à ce que leur pays contribue à relever les défis mondiaux complexes. Ensuite, cette même déclaration ne s'accompagne d'aucune condition. Je suppose qu'elle vaudra en toutes circonstances : non pas quand cela fera notre affaire, non pas seulement quand nous pourrions nous permettre d'y donner suite, ou non pas seulement quand cela nous tentera. Je crois que la politique *Protection, Sécurité, Engagement* a pour objet de procurer aux Forces armées canadiennes les outils qu'il leur faut pour aider

international déjà compliqué risquera de devenir plus complexe encore et que, sans des moyens intérieurs suffisants pour atténuer les crises en devenir un peu partout dans le monde, les conditions économiques nécessaires à une relance au Canada pourraient être compromises.

Dans le rapport issu des ateliers susmentionnés, l'auteur a aussi observé certaines transformations importantes de la puissance économique et politique. Bien que ce fût là un examen de la crise financière de 2008, les observations évoquent les mutations susceptibles de survenir pendant les efforts de relance qui seront déployés à l'échelle mondiale après la pandémie de la COVID. Après 2008, la domination des États-Unis a perdu de sa vigueur et, vu les immenses effets de la pandémie sur eux, il y a aussi lieu de s'attendre à une baisse de leur influence de la même envergure. L'auteur du rapport a écrit ceci :

L'attrait du modèle économique américain a été sérieusement compromis, tout comme la culture politique des États-Unis, qui, comme l'a souligné un expert, a été caractérisée dernièrement par un manque de civilité et par l'amertume partisane. Le déclin de l'autorité morale des États-Unis aura des conséquences directes pour leur pouvoir de convaincre⁴.

Étant donné les formidables changements survenus à ce jour dans l'appareil politique américain après l'élection du président Trump et la mise en place de son administration, ces observations ne s'en trouvent que renforcées. La recrudescence de la concurrence entre les grandes puissances qui a modifié le contexte de la sécurité mondiale depuis la parution du rapport susmentionné complique la réaction économique à la pandémie de COVID-19 et met en lumière le fait que le Canada et d'autres pays occidentaux doivent être prêts à assumer un rôle plus actif, vu que les États-Unis se replient de plus en plus sur eux-mêmes. Si les



M. Harjit Sajjan, ministre de la Défense nationale du Canada, et le général Jens Stoltenberg, secrétaire de l'OTAN, participent à une séance conjointe de questions et réponses au Quartier général du Northern Command des États-Unis et du NORAD à Colorado Springs, en avril 2018.



Affaires publiques du NORAD

pays occidentaux ne remédient pas collectivement à l'imminente vacance du pouvoir, la porte sera ouverte à d'autres puissances qui s'empresseront d'en profiter. Vu le nombre relativement petit de cas de COVID (signalés) en Chine, il est raisonnable de penser qu'elle sera bien placée pour accélérer son Initiative « La Ceinture et la Route », soit en conservant ce cap stratégique, soit en modifiant son approche pour lui préférer une politique d'aide étrangère opportuniste accrue en faveur d'économies en difficulté disposées à accepter son appui un peu partout dans le monde.

Au cours des douze années passées depuis la crise financière de 2008, beaucoup a changé. Nous sommes de nouveau dans une période de concurrence entre les grandes puissances; plusieurs de nos adversaires cherchent à miner l'ordre mondial démocratique et libéral dirigé par les États-Unis, ordre qui favorise la prospérité canadienne. Toutefois, contrairement à ce qui a eu

lieu lors de la dernière époque de concurrence entre grandes puissances, et j'ai nommé « la guerre froide », nous faisons aujourd'hui face à une menace plus diversifiée et, pour la première fois de notre histoire, à une menace qui pourrait effectivement se traduire par une attaque contre l'Amérique du Nord sans que des armes nucléaires soient utilisées. C'est là une réalité que les Forces armées canadiennes actuelles ne sont pas bien préparées à affronter.

Les menaces d'aujourd'hui sont plus complexes que jamais. Des missiles balistiques, des véhicules planeurs hypersoniques, la mise au point continue de missiles de croisière à propulsion nucléaire, et des missiles de croisière à faible section efficace (radar) et à portée excessivement grande

lancés depuis des véhicules aériens ou terrestres, des navires et des sous-marins compliquent la défense du Canada et de l'Amérique du Nord. Une bonne partie de l'infrastructure civile que nous tenions pour acquise – ressources économiques, usines génératrices d'énergie, réseaux de transport ou installations nécessaires pour projeter notre puissance à l'étranger – est menacée et peut être attaquée avec une précision extrême. Nous avons perdu la sécurité que nous procurait l'isolement géographique, un atout dont nous profitons depuis la fondation de la Confédération. En ralentissant ou en réduisant les investissements prévus dans la politique *Protection, Sécurité, Engagement*, nous prolongerions notre période de vulnérabilité et exposerions de plus en plus le Canada à l'odieuse influence de nos adversaires qui recourraient alors à des actes clandestins ou manifestes.

Un Canada constructif est un pays qui continue de contribuer à la paix et à la sécurité mondiales, qui protège les droits de la personne partout dans le monde et qui sert de phare de la liberté et de la prospérité au reste du monde. Pour faire tout cela, le Canada doit sauvegarder la sécurité dont sa prospérité dépend et respecter l'engagement qu'il a pris d'investir dans ses forces armées.

Une tradition canadienne

Quelles que soient les conditions économiques, à long terme, le gouvernement fédéral a généralement eu tendance à accroître ses dépenses plus vite que ses revenus, même en période de prospérité économique. Au cours des 150 [premières] années de la Confédération, le revenu nominal du gouvernement fédéral a crû à un taux annuel moyen de 7,6 p. 100 tandis que les dépenses ont augmenté au taux de 8,3 p. 100. En outre, les dépenses ont dépassé les revenus – un déficit s'est produit – presque 75 p. 100 du temps.

- Livio Di Matteo dans *A Federal Fiscal History: Canada, 1867–2017*

Dette et déficit budgétaire, voilà deux réalités qui n'ont rien de nouveau pour le Canada, le gouvernement canadien ou la population. En fait, le Canada est né endetté. Dans le cadre des solutions budgétaires adoptées au moment de la Confédération, le gouvernement fédéral a assumé la très grande majorité de la dette provinciale qui existait alors. Lors de la création du Canada, la dette nationale atteignait 72,1 millions de dollars, soit 18,6 p. 100 du PIB. Bien que la dette continue de croître et qu'il ne convienne pas d'en faire fi, il faudra à n'en point douter continuer à financer le déficit; quand elle appartient à la nation, la dette nationale ne s'apparente pas à la dette des ménages. Ce qui importe le plus, ce n'est pas la valeur mais bien le service de la dette. Quand les taux d'intérêt sont faibles, la dette est peu coûteuse⁶. En vérité « la plupart des économistes ne craignent pas tant que les gouvernements empruntent imprudemment, mais plutôt qu'ils soient trop timides sur le plan financier à cause d'une peur irrationnelle de faire croître la dette publique. Aujourd'hui, un soutien budgétaire insuffisant risque de faire plonger l'économie dans une vrille descendante⁷. [TCO] » On se demande donc quelle serait la meilleure façon pour le Canada d'aborder l'imminente crise financière provoquée par la COVID?

En général, les gouvernements auront trois choix principaux quant aux moyens à prendre pour financer la dette : 1. rembourser la dette par le biais des impôts; 2. décider de ne pas rembourser la dette ou de n'en payer qu'une partie; 3. faire preuve de patience et permettre à l'économie de croître de manière que la dette diminue par rapport au PIB⁸. Bien sûr, la solution retenue consistera probablement à la fois à hausser les impôts et à stimuler la croissance économique, comme le Canada l'a fait après la Seconde Guerre mondiale. En 1945, la dette nationale du Canada

atteignait 15,7 milliards de dollars, soit près de 100 p. 100 du PIB. À la fin du boom économique postérieur à la Seconde Guerre mondiale, en 1973, la dette avait plus que triplé et se chiffrait à 48,7 milliards de dollars, mais elle n'équivalait plus qu'à environ 20 p. 100 du PIB⁹. Nous avons déjà fait face à une telle situation; nous avons réussi à gérer une dette gigantesque après la Seconde Guerre mondiale grâce à la croissance économique. Il y a certes eu de nombreux facteurs qui échappaient au contrôle du Canada et qui ont stimulé sa croissance économique, mais il y a tout de même des indicateurs montrant que l'investissement fédéral dans la défense peut, encore une fois, aider à faire croître l'économie pendant la période de redressement.

Une étude menée en 2009 par l'Association des industries canadiennes de défense et de sécurité a conclu que le coût prévu de la remise à niveau planifiée des flottes de la Marine royale canadienne et de la Garde côtière canadienne, y compris les contrats de soutien en service, atteindrait environ 1,6 milliard de dollars par année pendant 30 ans. Par le biais d'un rapport indépendant, l'Association a aussi conclu que cela donnerait lieu à environ 10 000 emplois à temps plein¹⁰. Les investissements dans la défense engendrent de véritables emplois et des capacités concrètes dont le Canada a besoin pour garantir sa prospérité dans l'avenir.

Après la fin du boom économique suivant la Seconde Guerre mondiale, le Canada a mis du temps à réagir, ce qui a entraîné la crise de l'endettement des années 1990. L'Institut Fraser a constaté qu'après cette crise, « l'augmentation des déficits, de la dette et du coût de la dette [...] avait eu peu de retombées, car les dépenses de l'État avaient stimulé la consommation courante plutôt que les investissements¹¹ [TCO] » Étant donné les faibles taux d'intérêt envisageables dans un avenir prévisible, les capacités nouvelles

et renouvelées requises en vertu de *Protection, Sécurité, Engagement* de même que les retombées économiques réelles des investissements en défense, et étant donné l'environnement de sécurité mondial de plus en plus complexe, le Canada peut maintenir son cap au chapitre des dépenses de la défense, et il doit le faire, et gérer par la même occasion le redressement économique nécessaire par suite des emprunts contractés dans le contexte de la pandémie.



World History Archives/Alamy Stock Photo EC82CF

Winston Churchill, Franklin D. Roosevelt, Mackenzie King et le comte d'Athlone sont photographiés durant la conférence de Québec de 1943.

Un Canada fiable

Le Dominion du Canada fait partie de la sororité de l'Empire britannique. Je vous assure que le peuple américain ne restera pas impassible si la souveraineté du territoire canadien est menacée par un autre empire.

- Président Franklin Delano Roosevelt

Nous avons également des obligations à respecter à titre de voisin amical, notamment voir à protéger notre pays contre une attaque ou une invasion possible autant que nous pouvons raisonnablement espérer le faire, et, le cas échéant, faire en sorte que les forces ennemies ne puissent pas passer par le territoire canadien par les voies aérienne, maritime ou terrestre pour atteindre les États-Unis.

- Premier ministre William Lyon Mackenzie King

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants du Canada et des États-Unis ont fait les déclarations ci-dessus pour se confirmer l'un à l'autre que la sécurité de l'Amérique du Nord était une responsabilité commune. Cette vision s'est concrétisée dans la Commission permanente mixte de défense, le NORAD et une multitude d'accords bilatéraux. Bien que les deux pays partagent cette responsabilité depuis plus de 80 ans, ils font maintenant face, pour la première fois, à des adversaires à même d'attaquer l'Amérique du Nord sans recourir à l'arme nucléaire. Cela change tout.

Évidemment, nous sommes vulnérables depuis que l'Union soviétique a fait exploser sa première bombe atomique en août 1949. Nous vivons depuis plus de 70 ans sous la menace de l'annihilation nucléaire. Cependant, nous savions qu'une attaque nucléaire contre l'Amérique du Nord donnerait lieu à une riposte du même ordre. La stratégie de la destruction mutuelle assurée a maintenu une paix fragile. Ce qui a changé, c'est que nos adversaires ont maintenant les moyens d'exécuter des attaques sous le seuil nucléaire, lequel provoquerait une riposte nucléaire s'il était franchi. Une attaque contre l'Amérique du Nord n'est désormais plus un acte suicidaire désespéré, mais plutôt un outil stratégique valide susceptible d'éroder la volonté publique, de briser les alliances, de miner la capacité de projeter la puissance, ou d'engendrer le chaos économique. Les conséquences seraient moindres que celles d'une attaque nucléaire. Cependant, le risque de voir un adversaire de force presque égale à la nôtre exécuter une attaque conventionnelle ou non cinétique n'est pas seulement plus grand, mais c'est un volet largement annoncé de la pensée stratégique russe. Une attaque contre nous est possible; notre situation géographique ne nous protège pas, et le Canada se doit de partager la responsabilité de construire les capacités nécessaires pour faire face à cette nouvelle réalité, et de se charger d'une partie des coûts. La véritable question n'est pas de savoir si le Canada peut se permettre cet investissement, mais plutôt s'il peut se permettre de *ne pas* le faire.

Je ne pose pas cette question à la légère. Elle repose sur deux résultats éventuels d'un investissement insuffisant de la part du Canada. Tout d'abord, les États-Unis ne se permettront pas de demeurer vulnérables : ils feront les investissements nécessaires

pour assurer leur défense. La menace que présentent aujourd'hui les missiles à faible section efficace radar lancés depuis des vecteurs terrestres, maritimes ou aériens réduit considérablement le délai d'alerte, et ces engins peuvent être repérés par des détecteurs spatiaux et locaux et par des systèmes de défense ponctuelle. Bref, l'emplacement géographique du Canada devient moins important pour la défense des États-Unis. Si le Canada n'est pas disposé à s'engager à contribuer à la défense mutuelle de nos deux pays, pourquoi les États-Unis le feraient-ils? Sans une approche bilatérale de la défense de l'Amérique du Nord, le Canada devra assumer seul le coût de sa propre défense – ce qui serait probablement beaucoup plus cher pour lui –, ou confier sa défense à des alliés ou conclure des traités à cette fin. Ce serait difficilement l'approche à laquelle la population canadienne s'attendrait, ou qu'elle accepterait.

En second lieu, et ce résultat est connexe au premier, à quel risque la relation entre les États-Unis et le Canada (et l'économie de ce dernier) serait-elle exposée si le Canada était perçu comme une source de vulnérabilité par les États-Unis? La panne d'électricité qui a frappé le secteur nord-est de l'Amérique du Nord au cours de l'été 2003 a montré clairement le degré d'intégration de l'infrastructure essentielle transfrontalière, qui pourrait être vulnérable à une cyberattaque ou à une attaque cinétique des deux côtés de la frontière. Cette panne a touché un secteur habité par environ 50 millions de personnes, et elle a coûté aux États-Unis entre quatre et dix milliards de dollars, environ¹². Cette panne a été due à un « bogue », mais une cyberactivité malveillante pourrait avoir le même résultat. En fait, conscient de ce type de vulnérabilité, le président Trump a signé le décret-loi 13920 intitulé « Securing the United States Bulk Power Supply » le 1^{er} mai de cette année pour la raison suivante : « [...] des adversaires étrangers créent et exploitent de plus en plus des vulnérabilités dans le système d'alimentation électrique en vrac des États-Unis, lequel fournit l'électricité nécessaire à notre défense nationale, aux services d'urgence vitaux, à l'infrastructure essentielle, à l'économie et à notre mode de vie¹³. [TCO] » Les États-Unis sont déjà en train de durcir la défense de leur territoire et de leur infrastructure, ce qui aura probablement deux effets : 1. Réduire les chances que leurs adversaires les attaquent directement (avec des armes cinétiques ou non); 2. Accroître la possibilité qu'ils soient attaqués indirectement via le Canada. Il faut bien prendre conscience de ce risque, avant de réduire, de reporter ou d'annuler tout investissement dans la défense, ET comprendre les conséquences économiques pour le Canada s'il devient, ou est perçu comme étant une vulnérabilité de plusieurs milliards de dollars pour l'économie américaine.

En dépit des arguments formulés plus haut, de nombreux membres du gouvernement percevront inévitablement les investissements dans la défense comme étant discrétionnaires. Cette notion l'a emporté dans les années 1990 et aussi une décennie plus tard pendant la crise financière mondiale. Le simple fait est que, depuis, le monde a changé. Nous vivons maintenant dans un monde où d'autres superpuissances cherchent à miner les sociétés démocratiques libérales et où les États-Unis hésitent de plus en plus à continuer de payer une partie disproportionnée du coût de la sécurité. Nous vivons avec des Forces armées canadiennes qui viennent à peine de se remettre des séquelles de la « décennie de noirceur ». Le retour du Canada à de solides fondements budgétaires suppose une vigoureuse relation avec les États-Unis. Pour



Photo du MDN prise par le caporal Justin Dreimants

Le général Jonathan Vance, chef d'état-major de la défense du Canada, remercie les membres du 4^e Groupe des Services de santé du Canada et les autres membres des Forces armées canadiennes qui font collectivement partie du 1^{er} Groupement tactique territorial et qui ont récemment terminé leur service au Eatonville Care Centre à Etobicoke, en Ontario, pour venir en aide à leurs communautés dans le cadre de l'opération *Laser*, l'intervention des FAC liée à la pandémie de COVID-19, le 3 juin 2020.

contribué au déplacement de millions de Syriens et d'Iraqiens avant de s'effondrer – pour le moment. L'Iran poursuit une guerre hybride au Moyen-Orient contre les États-Unis et leurs partenaires dans le Golfe. Le défi des changements climatiques grandit. Nous ne savons pas comment ces questions évolueront, encore moins comment elles risquent de se recouper et d'influer les unes sur les autres, non plus que comment les ramifications de la pandémie de COVID-19 pourraient tout bousculer¹⁴.

Étant donné la complexité et la rapidité des changements auxquels nous avons assisté au cours des dernières années dans l'environnement mondial de sécurité, nous devons

qu'existe une telle relation et pour protéger ses valeurs partout dans le monde, le Canada doit assumer proportionnellement ses responsabilités à l'égard de la défense de l'Amérique du Nord.

Une dernière pensée

Au cours des cinq dernières années seulement – à peine un moment fugace du point de vue stratégique –, la Chine a construit des îles en mer de Chine méridionale, elle a mis sa population ouïghoure dans des camps de détention et elle a diffusé sa version de la technologie 5G partout dans le monde. La Russie a mené des campagnes de désinformation perturbatrices à l'échelle mondiale ainsi que des guerres par factions interposées en Syrie et en Ukraine. La Corée du Nord et les États-Unis en sont venus sinistrement près de déclencher un conflit total au sujet des capacités naissantes de Pyongyang dans le domaine des missiles balistiques intercontinentaux. L'État islamique s'est soulevé et déchaîné et, ce faisant, il a

nous poser la question suivante : le Canada contribuera-t-il à trouver la solution, ou se contentera-t-il d'être simplement spectateur et d'accepter les risques pour sa sécurité et son économie qui vont de pair avec la non-participation?

Le commodore Jamie Clarke est le directeur adjoint – Stratégie, politique et plans au Quartier général du NORAD et de l'USNORTHCOM à Colorado Springs. Officier de guerre navale, il a commandé des sous-marins, une frégate ainsi que la Force sous-marine canadienne. En plus d'être titulaire d'un baccalauréat en mathématiques, il a obtenu des maîtrises à l'Université du Nouveau-Brunswick (Génie) et au Collège militaire royal du Canada (Études de la défense). Il est aussi diplômé du Collège des Forces canadiennes (Programme de commandement et d'état-major interarmées) et du Naval Command College (US Naval War College) dans le Rhode Island.



NOTES

1. <https://www.economist.com/leaders/2020/04/23/after-the-disease-the-debt>. Site consulté le 20 mai 2020.
2. *Ibid.*
3. https://www.canada.ca/content/dam/csis-scrs/documents/publications/AO_RapportEconomiqueWEB.pdf, p. 4. Site consulté le 20 mai 2020.
4. *Ibid.*, p. 12
5. <https://www.fraserinstitute.org/studies/a-federal-fiscal-history-canada-1867-2017>, p. 9-12. Site consulté le 20 mai 2020.
6. <https://www.economist.com/leaders/2020/04/23/after-the-disease-the-debt>.
7. *Ibid.*
8. <https://www.economist.com/briefing/2020/04/23/the-pandemic-will-leave-the-rich-world-deep-in-debt-and-force-some-hard-choices>. p. 2. Site consulté le 20 mai 2020.
9. <https://www.fraserinstitute.org/studies/a-federal-fiscal-history-canada-1867-2017>, p. 49 et 91.
10. <http://www.defenceandsecurity.ca/UserFiles/File/pubs/cads-mir.pdf>, p. 30. Site consulté le 20 mai 2020.
11. <https://www.fraserinstitute.org/studies/a-federal-fiscal-history-canada-1867-2017>, p. 63 et 64.
12. <https://www.energy.gov/sites/prod/files/oeprod/DocumentsandMedia/BlackoutFinal-Web.pdf>, p. 1. Site consulté le 4 mai 2020.
13. <https://www.federalregister.gov/documents/2020/05/04/2020-09695/securing-the-united-states-bulk-power-system>. Site consulté le 28 mai 2020.
14. <https://foreignpolicy.com/2020/05/19/national-security-policy-making-mythos-logos-strategy/>. Site consulté le 20 mai 2020.